

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



MAI 2021 / N° 462

2€

Antilles

Le virus post colonial



État, Békés, tels sont les poisons qui affectent les Antilles. Racisme partout, justice nulle part, Chlordécone, séquelles de l'esclavage, accès à la santé, la colère monte.
P 16 et 17

ICI ET MAINTENANT

- **Dans la foude, sans faste.** Des droits contre les abus des patrons de la restauration rapide et de leurs « managers ». **P3**
- **La danse des cerfes-volantes.** « Toutes aux frontières », action féministe européenne, le 5 juin, à Nice. **P5**
- **Pas facile d'ouvrir sa gueule au bas de l'échelle.** Apprenti dans le bâtiment. La sécurité sur les chantiers, c'est pas qu'une question de cours. **P6&7**

LUTTE SYNDICALE

- **Amazon : ni dans le Gard, ni ailleurs !** **P2**
- **La bureaucratie du travail s'épaissit.** Oubliez la Direccte ! Retenez juste « inspection du travail » **P4**

INTERNATIONAL P 12 à 17

- **Biélorussie, Grande Bretagne, État Turc et Martinique.**

CULTURE P 17 à 23

- **Paris, Kabylie, histoire commune.** À Nantes, commémoration en fanfare de la Commune et la révolte kabyle de 1871. **P9**
- **Vivlakommune à Sainté.** Tant qu'il y aura des Versaillais-es, nous serons des communard-es ! **P10**
- **T'as ta carte ?** Le grand père, Yayo, a raconté à son petit fils son histoire de cénétiste espagnol.
- **Nous vous écrivons depuis la révolution,** collectif.
- **Prison n°5,** Zehra Do an.
- **Cause animale, luttes sociales.**
- **Joie militante. Construire des luttes en prise avec leurs mondes.** carla bergman et Nick Montgomery.



Amazon : ni dans le Gard, ni ailleurs !

Collectivités à séduire, résistances à détruire, c'est la stratégie amazonienne.

Ça aurait été une première aux États-Unis. Pour empêcher la création du syndicat dans un entrepôt en Alabama, Amazon a mis le paquet en propagande via les réseaux sociaux, des réunions d'info obligatoires et même des SMS envoyés directement aux salarié-es. Aux États-Unis, créer un syndicat requiert plusieurs étapes légales, dont un vote des salarié-es qui, en mars dernier, ont massivement voté contre l'implantation du RWDSU (Retail, Wholesale and Department Store Union) ¹. Des recours juridiques sont engagés mais l'échec est cuisant.

L'un des principaux arguments : le coût des cotisations syndicales, présenté comme dépense inutile. En l'absence de conventions collectives aux États-Unis, les travailleur-euses syndiqué-es ont pourtant des salaires médians plus élevés, de meilleures mutuelles de santé, plus de congés payés et sont protégé-es contre les licenciements. Seul-es 10,6 % des salarié-es états-unien-nés adhèrent à un syndicat, contre près d'un tiers dans les années 1960².

En France, les infos sur l'organisation interne du travail chez Amazon sont rares : règlement intérieur et contrat de travail interdisent formellement aux salarié-es de répondre aux médias sous peine de procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement³. Infiltré quelques mois comme intérimaire en équipe de nuit à Montélimar, le journaliste J.-B. Malet dépeint une situation édifiante : mé-

pris du code du travail, conditions de travail éprouvantes, obligation d'augmenter perpétuellement sa productivité, climat de suspicion, délation encouragée par l'encadrement, rythmes inhumains... Les rares échanges avec les représentants du personnel CGT



lui montrent à quel point l'exercice du droit syndical y est difficile. Une grève en 2012 a obtenu du chauffage dans l'entrepôt, installé mais maintenant éteint par mesure d'économie !

Le maire de Fournès, entre Nîmes et Avignon, savait-il tout ça en donnant un avis favorable à l'implantation d'Amazon sur le territoire de sa petite commune du Gard ? Probablement pas, et même s'il l'avait su, ces considérations n'auraient pas pesé bien lourd face aux chants des sirènes prétendant créer des milliers d'emplois en CDI... Peu importe si ces emplois sont fortement subventionnés par de l'argent public détruisent d'innombrables autres emplois locaux, ou plus loin... Il n'est pas non plus du genre à s'embarrasser avec la législation⁴.

Après une première journée de mobilisation ayant réuni 1 300 personnes malgré la pluie le 30 janvier 2021, l'ETPIC30 participe aux côtés de riverains, d'associations altermondialistes, d'organisations écologistes et d'autres syndicats à l'organisation d'une deuxième journée d'opposition au projet. Le samedi 29 mai, venez nombreux-ses à Fournès pour y dire non à Amazon et à son monde ! ●

Vincent, ETPIC30

1. « Le syndicalisme ne fait pas son entrée chez Amazon aux États-Unis », Le Monde, 9 avril 2021.
2. « Dans l'Alabama, des salariés espèrent créer le premier syndicat Amazon des États-Unis », Mediapart, 9 février 2021.
3. En Amazonie - Infiltré dans le « meilleur des mondes », J.-B. Malet, Fayard, 2013.
4. www.lamuledupape.com/2020/02/20/comment-ama-

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie de Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué-es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !



Dans la foude, sans faste

Des droits contre les abus des patrons de la restauration rapide et de leurs « managers ».

Quand on subit des temps partiels aux horaires aussi hachés menu que de la viande décongelée, il est bon de se renseigner sur ses droits. Un

pour prévenir les salarié-es des jours et heures de travail à venir. Tout a un cadre : temps de pause, paiement des heures sup, primes, pose des congés, remboursements de frais de



guide d'autodéfense juridique pour travailleur-euses des fast-food a été réalisé par des camarades du syndicat de la Manche.

En rappelant qu'en bossant dans les enseignes de burgers, pizzas, tacos, sandwiches, ou kebab, le code du travail et la convention collective, c'est le minimum vital. Au-delà, c'est le fruit de l'action collective, du rapport de force et de la résistance, entre grève et débrouille.

Pour pas se faire embrouiller, il faut comprendre son contrat de travail, période d'essai, conditions de licenciement, les plannings et heures de travail, les délais légaux

transport (abonnements et tickets de bus, de train, taxi après 22h), motifs d'absences rémunérées légales, visite médicale, arrêt maladie, droit de boire et d'aller pisser, droit de retrait, droit de grève... Quant au FAS-RR, Fonds d'action sociale de la restauration rapide, il peut accorder des aides pour les gardes d'enfants et centres aérés, la cantine scolaire. ●

CNT Manche

Guide d'autodéfense juridique dans la restauration rapide, format A4: <https://cloud.liberta.vip/s/39c-2MRKHcPf8Hmg> ou brochure format A5 (pour imprimer et diffuser): <https://cloud.liberta.vip/s/zskdpqL5P4qsaAR>

De quel droit je me chauffe

■ Droit à la preuve, proportionnalité, vie privée...

Une capture d'écran, preuve valable devant les prud'hommes, dit un récent arrêt de la chambre sociale de la cour de cassation (Cass. Soc. 30 sept 2020, n°19-12.058). L'affaire tourne autour d'un litige désormais courant mais ici à l'avantage du taulier qui a viré pour faute grave une salariée, en raison d'une photo publiée sur son compte privé Facebook. L'image n'avait pourtant rien d'injurieux, c'était juste une photo de la nouvelle collection de vêtements Petit Bateau alors soumise à diffusion restreinte à certain-es salarié-es. Compte non public, atteinte à ma vie privée, preuve irrecevable, a dit la salariée. La plus haute instance de justice n'a pas suivi son argument, jugeant l'usage du document « indispensable à l'exercice du droit à la preuve et proportionnée au but poursuivi, soit la défense de l'intérêt légitime de l'employeur à la confidentialité de ses affaires ». Le taulier n'a pas usé d'un stratagème « déloyal » pour récupérer la photo qui fâche, transmise au patron par une autre salariée, « amie » sur FB de la licenciée. Sym-pa, l'« amie »...

Cet arrêt suit une précédente jurisprudence, quand un syndicat avait produit en référé 220 contrats de travail, bulletins de salaire, et décomptes de durée de travail le dimanche (Cass. Soc., 9 nov 2016, n° 15-10.203). L'employeur, une chaîne de vente de chaussures, avait prétexté que les preuves violaient la vie privée de salarié-es. L'art. L. 3171-2 du code du travail, permet pourtant aux délégués du personnel de « consulter les documents nécessaires au décompte de la durée de travail, des repos compensateurs acquis et de leur prise effective, sans interdire à un syndicat de produire ces documents en justice ». Le droit à la preuve « proportionné au but poursuivi » a primé sur l'éventuelle atteinte à la vie personnelle de salarié-es.

Situation différente d'un arrêt inverse de cour de cassation dans une autre affaire, refusant comme preuve un constat d'huissier ayant extrait la page Face-book litigieuse d'un téléphone portable d'une collègue de la licenciée. ●

La bureaucratie du travail s'épaissit

Oubliez la Direccte ! Retenez juste « inspection du travail ».

Au 1^{er} avril 2021, finies les Direccte. L'inspection du travail passe dans une nouvelle coquille administrative. Ne retenez pas DDETS ou DEETS-PP. Cette énième réorganisation depuis 2010 donne le tournis. En interne, on ne vous parle pas du grand jeu de chaises musicales à chaque fusion, chaque chef d'entité essayant alors d'être chef de l'entité fusionnée. Bien entendu, à ce jeu de création de bullshits jobs, ce ne sont pas les meilleurs pour le service public qui remportent la bataille, mais les plus serviles avec les niveaux supérieurs et les plus détestables avec les agents sous leurs ordres.

■ Chefferie inflationniste

À chaque réorganisation, le nombre de strate bureaucratique augmente. Les fonctions des nouveaux chefs intermédiaires se résument souvent à être chef de chef et à transférer des courriels au niveau en dessous.

Retenez « *inspection du travail* », ça ne change pas ! Continuez à nous solliciter. Ce qui légitime au quotidien notre action, nos missions, ce sont les travailleur-euses et leurs organisations. Ce sont vos demandes qui motivent notre présence dans les entreprises, face aux employeurs.

Évidemment, nos moyens – effectifs, juridiques, matériels – sont notoirement insuffisants pour agir à la hauteur des besoins et vous avez sûrement fait l'expérience de la faiblesse des réponses ou de l'absence de réponse de nos services. Les agents de l'inspection du travail font au mieux et essaient de parer au plus pressé et au plus grave sans nuire à leur propre santé.

■ L'inspection du travail aux côtés des travailleurs.

Sans vos demandes, vos saisines et vos revendications, les droits des travailleur-euses et nos missions ne seraient plus que des mots dans le Code du travail. Ne renoncez pas à nous informer et à nous saisir ! ●

CNT Travail, emploi et formation Professionnelle



Dé-dé-heu...

Le tourbillon des réorganisations...

On ne sait même pas comment ça se prononce. DDETS : dé-dé-heu-té-ès-ou ddd-heu-ts ? DREETS : dr-heuheu-ts ou dr-èè-ts ? En avril 2021, l'inspection du travail et la quasi totalité de ses agents de contrôle sont dans les DDETS (ou DEETS-PP dans certains départements). Mais franchement ne retenez pas ces noms.

Si ça se trouve dans quelques mois ou quelques années, un nouveau génie voudra laisser son empreinte dans l'organisation administrative française et viendra de nouveau tout changer.

En 2010, les DDTEFP et les DRTEFP ont déjà été fusionnés dans les Direcctes avec plein d'autres services comme la composante régionale de la répression des fraudes. Puis en 2016, les Direcctes ont fusionné entre elles pour coller aux nouveaux périmètres des grandes régions. Avec la nouvelle réorganisation dite OTE,

Organisation territoriale de l'État, l'inspection du travail va être intégrée dans les DDETS (Directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités) en fusionnant avec les DDCS (Directions départementales interministérielles de la cohésion sociale). Au niveau régional, même chose : intégration dans les DREETS en fusionnant avec les services chargés jusqu'alors en région de la « cohésion sociale » ●

CNT TAS

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Tél : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Babords

41, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org



La danse des cerfes-volantes

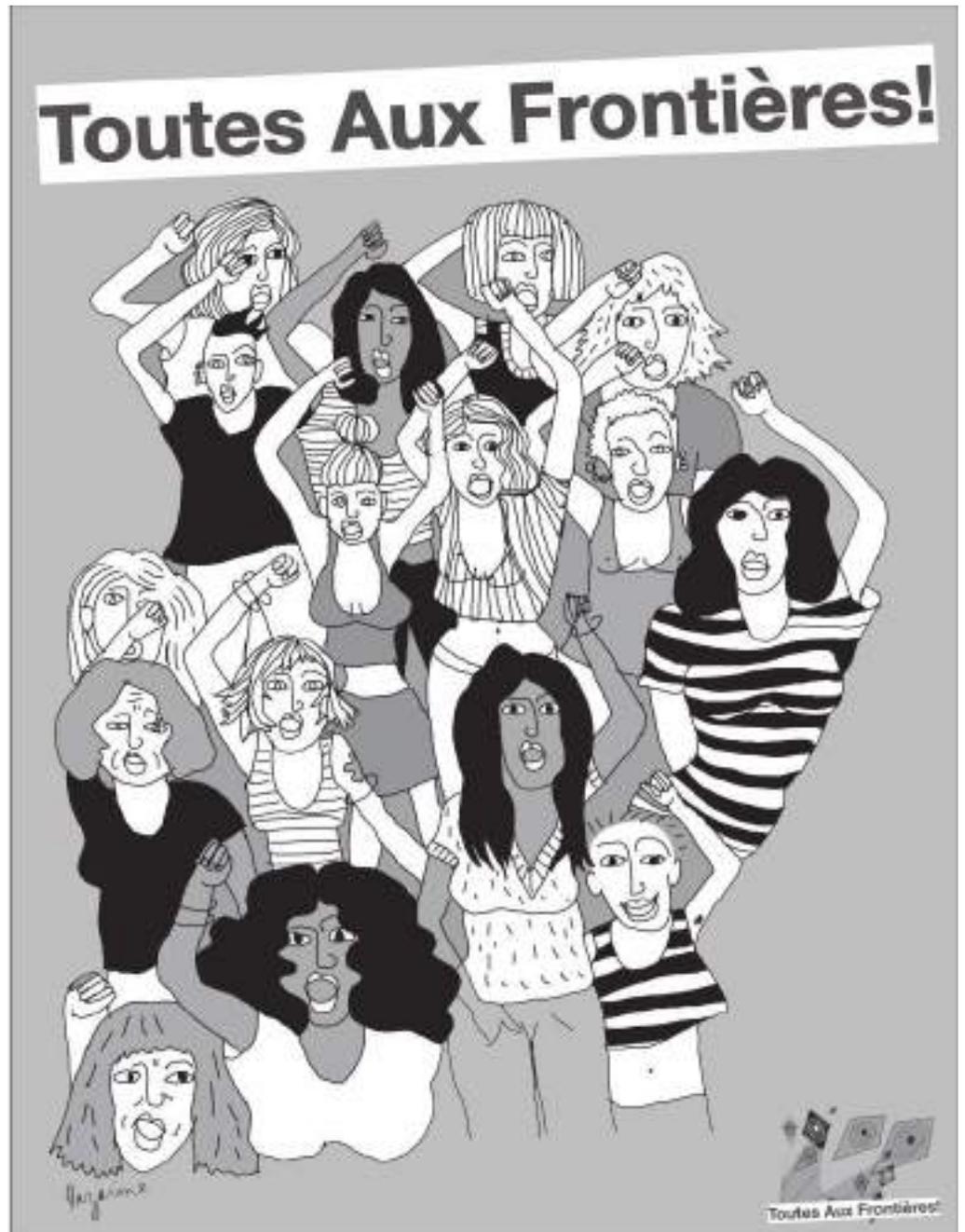
« Toutes aux frontières », action féministe européenne, le 5 juin, à Nice.

Cette action féministe transnationale célèbre les airs libres d'une Europe sans murailles. Près des frontières, entre la France et l'Italie, des féministes venues de toute l'Europe défilèrent, chanteront, danseront pour refuser les politiques de criminalisation des migrations qui tuent, qui torturent les populations non-européennes et qui pèsent particulièrement sur les femmes, notamment les lesbiennes et les personnes trans sur la route de l'exil. Pour refuser le durcissement des politiques migratoires qui menace les droits fondamentaux des individus, refuser les contrôles renforcés aux frontières, les pratiques administratives inhumaines, l'accueil indigne et conditionnel.

Des cerfs-volants artisanaux, créatifs, colorés, originaux voleront ensemble au-dessus de la Méditerranée, frontière marine meurtrière, tombeau permanent. Pour montrer que ce monde triste pourrait être un espace de fête et de liberté, ces nuées de cerfs-volants vont danser sur la mer pour saluer les mort-es, ces anonymes des Odyssées de notre époque. Ce ballet d'oiseaux de toile et de papier mettra en scène les traversées des femmes, 54% des migrant-es en Europe, qui volent, voyagent, se libèrent, s'inventent et créent.

« En tant que femme exilée, je suis une cerf-volant. Une femme sans frontière. Mais fragile. On peut facilement me déchirer. J'ai besoin de la solidarité pour pouvoir danser avec les vents !... » dit la militante féministe turque Pinar Selek pour appeler à cette belle action féministe à Nice, « quand le ciel sera rempli d'autres cerfs-volants, ça sera plus difficile de me déchirer »

Cette action veut rendre visible ce qui ne l'est pas. Elle est ouverte à tout le monde, mais cette fois-ci le féminin l'emportera sur le masculin.

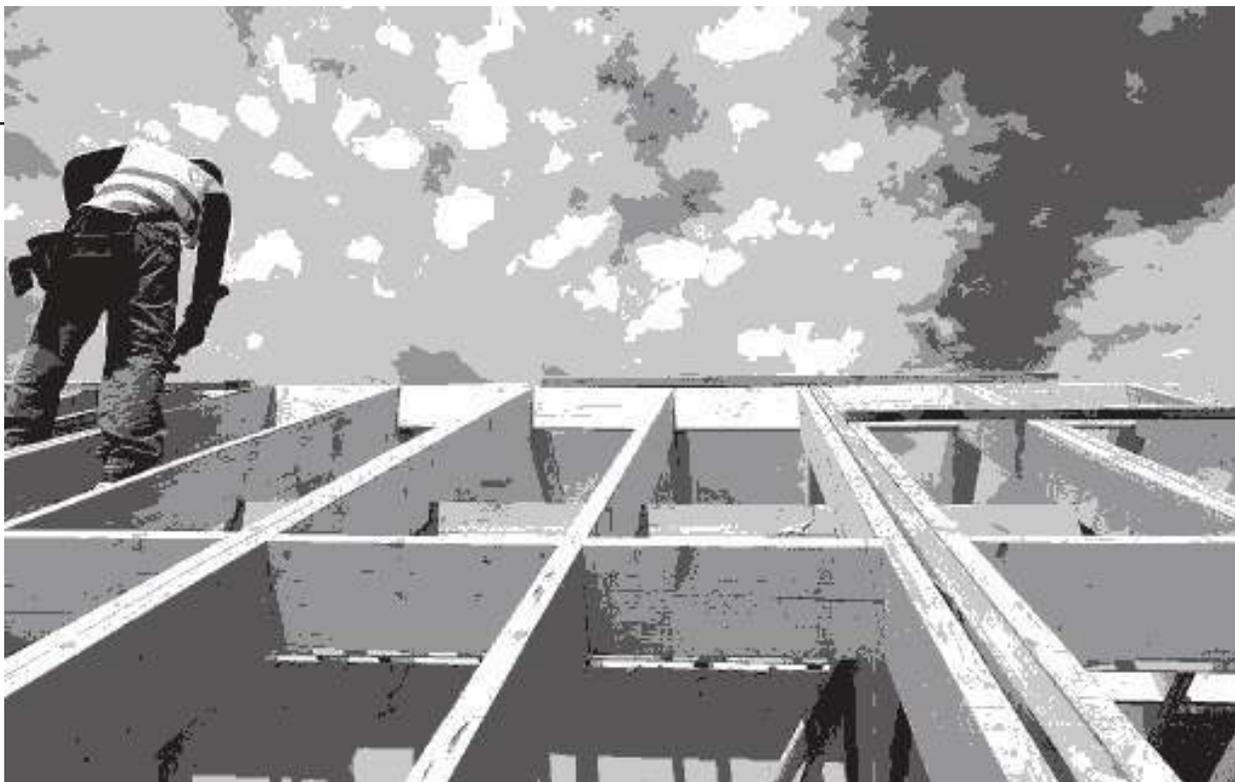


Comme on le voit déjà par son nom : « Toutes Aux frontières ! »

La mer de nos rêves est immense. Elle ignore les frontières ! *Il mare dei nostri sogni è immenso. Non conosce confini !*

Le 5 juin, manifestation, à partir de 9h30, batucada, chants et danses, performances poétiques, prises de parole. L'après midi, concerts, projets de films, débats, expos photos au 109, pôle des cultures contemporaines de Nice. ●





Pas facile d'ouvrir sa gueule au bas de l'échelle

Pour un apprenti dans le bâtiment, la sécurité sur les chantiers, c'est pas qu'une question de cours.

Sami, 22 ans, est apprenti dans le bâtiment. Le Combat Syndicaliste de novembre 2020 a publié le début de son interview : « *Je me suis dit : là ça y est, je vais mourir !* ». Voici la suite de l'entretien.

Après ta chute du toit, comment

Triste record

Alors que la moyenne tous secteurs est autour de 34 accidents du travail enregistrés par an pour 1 000 salarié·es, le BTP reste l'un des secteurs les plus sinistrés avec 56 accidents pour 1 000 salarié·es.

a réagi le CFA ?

Ce qui est incroyable, c'est que le matin-même de l'accident, ma mère a appelé le CFA, pour leur dire que je travaillais dans des conditions dangereuses ! Elle a eu le gars qui s'occupe des relations avec les apprentis, pas trop inquiet : il a répondu que je pouvais utiliser mon droit de retrait de toute façon. Le lendemain j'ai prévenu de mon accident le CFA, qui est

autant responsable que l'employeur, et le gars apprend ça, et il m'a appelé, paniqué ! Il sait qu'il peut être mis en cause. J'ai été le voir pour qu'il me trouve une autre boîte où travailler. Mais il n'a pas trouvé. Un an avant, un jeune du CFA, un charpentier, est décédé en tombant d'un toit. Ce n'est pas rassurant.

Tu en a parlé avec la direction de ta boîte ?

Juste après l'accident le conducteur de travaux a été informé, puis le soir, j'ai laissé un message vocal à mon patron en lui disant que j'irai voir un médecin le lendemain. Il m'a rappelé, mais je n'ai pas répondu, je n'avais pas envie de m'entretenir avec lui, je ne voulais plus de contacts avec cette boîte. Ça m'a dégoûté, j'ai failli mourir à cause de lui ! Lui, il fait son fric, moi, j'ai failli mourir pour son intérêt ! Je n'avais vraiment aucune envie de retourner travailler dans cette boîte, encore moins si je risquais ma vie. À ce moment-là, j'étais en colère, je leur en voulais !

Comment ça se passe dans ta nouvelle boîte ?

Ça n'a rien à voir, ça se passe bien. Je n'ai pas encore travaillé sur un chantier mais j'ai envie d'y retourner pour en connaître la réalité, aussi pour rencontrer les collègues qui y travaillent. Pour le moment, j'ai fait un mois dans les bureaux. Je leur ai dit que j'étais tombé il y a peu et que mon ancienne boîte ne me plaisait pas. Et ce que j'ai entendu, c'est que la sécurité est carrée avec eux. Il y a une personne, c'est son boulot de passer sur les chantiers pour vérifier si la sécurité est respectée. Ça devrait être une base partout... On sait que c'est pas facile d'ouvrir sa gueule quand on est en bas de l'échelle, quand on est salarié·e, ouvrier·e. Je trouve qu'il y a une cassure entre les gens des chantiers et des bureaux, les deux se méprisent, ne communiquent jamais. Deux mondes

Le BTP tue, le BTP rend malade

Alors que la moyenne tous secteurs est autour de 34 accidents du travail enregistrés par an pour 1 000 salarié·es, le BTP reste l'un des secteurs les plus sinistrés avec 56 accidents pour 1 000 salarié·es.



différents. C'est compliqué qu'ils marchent bien ensemble. Je me suis dit que si je travaillais un peu dans les bureaux et un peu sur les chantiers, ça fonctionnera mieux.

Le syndicalisme, t'en as déjà entendu parler ?

Oui, ma mère est à fond là-dedans. Mais moi j'aime pas me prendre la tête. Pour mon accident, j'aurais pu faire un procès mais j'ai pas envie. Je suis conscient que ça peut arriver demain à quelqu'un d'autre malheureusement et que je devrais le faire pour éviter ça. Mais finalement tout le monde devrait le faire. Moi je ne suis pas prêt à faire ça, à y consacrer de l'énergie, sans être sûr du résultat.



As-tu pu contacter un syndicat dans ta boîte ?

Quand on parle de syndicat je vois la CGT, mais sans trop savoir ce que c'était pour autant. Ma mère m'a expliqué ce qu'était un syndicat. Je n'ai pas envie de me battre pour les autres, mais je trouve que la démarche est bien, sinon.

Qu'as-tu pensé des rapports entre hommes/femmes au travail ?

Je n'ai pas vu de femmes sur le chan-

tier. Il n'y a qu'une seule fille au CFA dans ma classe, en menuiserie.

L'ambiance entre les gars, ça te plaît ?

C'est lourd, je préférerais qu'il y ait des filles. Au CFA c'est 95 % de gars. On se retrouve donc qu'entre mecs. Souvent on entend que c'est pas une branche pour les femmes car c'est physique mais elles aussi peuvent le faire et on les exclut. On associe et réduit le bâtiment à des « *bourrins* » mais c'est aussi un métier très précis. Dans la tête des gens c'est tellement un métier d'homme que les femmes n'ont pas envie d'y venir travailler, et je peux comprendre que ça ne donne pas envie ! Je pense que les femmes ne veulent même pas s'approcher tellement c'est rempli de mecs ! ●

Propos recueillis par Phil du Sub 33

Deux roues, béton, même combat

En mars 2021, à dix jours d'intervalle, un livreur à scooter décède après un accident à Villeurbanne, puis un ouvrier du bâtiment meurt enseveli en tombant dans l'entonnoir d'une centrale à béton à Décines dans la métropole lyonnaise. Sous une bande-roule « 180 morts sur les chantiers en 2020 », une manif a réuni coursiers de plateformes et salariés du BTP. Deux professions à haut risque.

1607 h : coucou rev'la le sale coup du coût

Les congés payés, c'était 36. Aujourd'hui, c'est congés travaillés.

Diagnostiquant les finances publiques locales et les risques de comptes dans le rouge, la Cour des comptes pousse les collectivités territoriales à faire de copieuses économies en ciblant la durée du temps de travail, en moyenne à 1562 h, alors que la durée légale est de 1607 h.

■ Temps de travail : finies les dérogations

La Cour des comptes imagine 1,2 milliard d'euros minimum d'économies, via la « suppression des jours de congés non réglementaires », et l'abrogation de la disposition législative qui autorise les collectivités territoriales à conserver un temps de travail inférieur à la durée réglementaire. Pour dissuader les collectivités les plus récalcitrantes qui refusent d'obéir à ces injonctions et ne respecteraient pas la durée légale, serait mis en place un « mécanisme de modulation des concours financiers aux collectivités locales ».

Autre piste préconisée, accentuer les « efforts de limitation des charges de fonctionnement », surtout le dépenses de personnel, donc mieux « freiner la croissance des effectifs » en ne remplaçant pas tous les départs en retraite. Ça tombe à pic : le nombre de ces départs augmente dans la fonction publique territoriale les prochaines années. Les magistrats des comptes évaluent que le « non remplacement des départs, modulé en fonction de la taille des collectivités, allant jusqu'à 50% dans les plus grandes, est susceptible de réduire leur masse salariale d'environ 350 M€ par an ».

■ Voleurs !

D'ici 2022, le gouvernement vise 70 000 suppressions de postes d'agents territoriaux, pour atteindre son objectif de 120 000 postes supprimés dans la fonction publique en



fin de quinquennat. Non contente de nous avoir volé cinq jours de congés pendant le premier confinement sous prétexte de « solidarité nationale », l'administration veut maintenant nous voler plus, et nous faire travailler plus pour le même salaire.

Gel sans fin du point d'indice, rétablissement du jour du carence, réorganisation perpétuelle des services, augmentation de la charge de travail,

continuité du service public pendant la pandémie. C'est comme ça qu'on nous remercie. Ça suffit !

Stoppons ces tentatives de démantèlement du service public et ces attaques de nos conquits sociaux ! Rappelons-nous qu'en novembre 2016, sur le même sujet, c'est notre large mobilisation qui a fait reculer l'administration. ●

CNT Manche

Des esprits bien préparés

Ça a commencé par un vieux couplet ultra libéral sur les fonctionnaires « fainéants », repris par les médias dominants à partir d'un rapport de l'Inspection générale des finances début 2019. Motif : temps de travail réel inférieur aux 35h. Mais sur l'échantillon d'agents comptabilisés à moins de 1607 h par an par le rapport, 38% ont une bonne raison, légale, souvent des repos compensateurs liés au travail de nuit, le week-end ou les jours fériés. En somme : la continuité des services publics. En recalculant mieux, ça ne ferait qu'un peu moins d'un fonctionnaire sur six en dessous des 35 h, souvent très peu vis-à-vis de la norme. Selon le rapport de l'IGF, le nombre d'heures travaillées dans les collectivités territoriales est de 1578 h. Soit 29 h de moins par an, soit 1,8 % de travail en moins. Réparti sur 47 semaines hors congés payés, ça ne fait que 37 mn par semaine travaillée... Précision : les agents des collectivités territoriales gagnent 15 % de moins que le salaire moyen dans le privé.

Source : Rapport de Force

Paris, Kabylie, histoire commune

À Nantes, commémoration en fanfare de la Commune et la révolte kabyle de 1871.

En évoquant les autres villes soulevées, les bouquins sur la Commune de Paris mentionnent brièvement la Commune d'Alger. Une de ses chevilles ouvrières, Alexandre Lambert rallie Paris, devenant « *délégué de l'Algérie auprès de la Commune* ». Comme d'autres, il avait été déporté en Algérie, condamné pour avoir résisté au coup d'État bonapartiste du 2 décembre 1851. Son régime assoupli, il rejoint la cause coloniale, propriétaire et rédac chef du « *Journal des colons* » revendiquant une autonomie algérienne dotée d'un parlement. Portant cet esprit démocrate républicain, le conseil municipal d'Alger se proclame l'homologue de la Commune. Problème : les colons ayant tout à gagner de la spoliation des terres des « *indigènes* » ignorent la grande insurrection kabyle qui soulève au même moment un tiers de la population. « *Cette commune d'Alger et sa volonté de domination totale des colons sur les autochtones, c'est tout le contraire de la Commune de Paris* » nous a vite dit Brahim de l'association culturelle berbère nantaise.

En 1871, si aucune passerelle ne s'établit entre deux groupes d'opprimé-es, ouvrier-es parisiennes et Kabyles, la répression versaillaise se charge d'unir ces insurgé-es dans les fosses communes et dans les bagnes flottants qui les déportent en Nouvelle-Calédonie.

■ Kabylie, Martinique, Rojava, Chiapas

À Nantes, aucune trace de cette histoire plurielle mais l'idée est simplement née de l'envie de beugler « *Vive la Commune !* » dans l'espace public. Il y a des jours comme ça... Donc célébrer les 150 ans de la Com-



mune, sans oublier cette lutte décoloniale méconnue. La Commune était déjà internationaliste à l'époque, elle inspire aujourd'hui encore au Rojava ou au Chiapas...

L'insurrection en Martinique de 1870 et les procès au printemps 1871 auraient pu élargir cette mémoire anticoloniale, mais faute de moyens et de temps, on s'est limité à la rencontre avec l'association berbère avec qui on s'est très bien entendu-es.

Le 20 mars, une grosse centaine de personnes, fanfare, chorale, lecture de décisions de la commune ponctuées de coups de trompette et d'échos de quelques cuivres de

la fanfare. Ça sonnait pas mal sous la charpente métallique des anciens chantiers navals qui portent aussi une mémoire des luttes.

Les décisions politiques de la Commune, laïcité des écoles, égalité de salaire homme-femme dans les coopératives montées par l'Union des femmes, réquisition d'ateliers vacants nous ont semblé plus enthousiasmantes que la mémoire de la Semaine sanglante, sans en nier l'importance.

Les camarades kabyles ont accroché entre les poteaux une jolie expo d'images anciennes de cette révolte de 1871, gommée de l'histoire racontée dans les écoles, et de la mémoire officielle algérienne, qui préfère se centrer sur la guerre d'indépendance, le « *récit national* » ayant sans doute aussi un problème avec les indomptables Kabyles. Proposé par l'UCL qui a pris le train en route, l'atelier d'éducation populaire (quels mots évoquent la Commune, quels liens avec aujourd'hui ?) n'a pas eu de public. Une semaine plus tard, la conférence en visio sur la révolte kabyle était passionnante mais sans réelle audience. Trop beau, dehors, sans doute. Pas grave, on aura tout-es beaucoup appris de ces échanges.

« *Vive la Commune, vive la révolution sociale universelle* ». ●

SINR 44





Vivlakommune à Sainté

Tant qu'il y aura des Versaillais-es, nous serons des communard-es !

Le 3 avril, les syndicats CNT de la Loire ont été à l'initiative d'une manifestation de commémoration des Communes de 1871.

De Paris à St-Étienne, Lyon, Marseille, Le Creusot et dans bien d'autres villes de France, les masses ouvrières se sont soulevées pour essayer de bâtir un monde plus juste, plus équitable et moins violent. Mais les pouvoirs républicains réactionnaires, bonapartistes et monarchistes ont bien vite balayé les actions et les rêves des communard-es en les réprimant dans le sang !

150 ans après, nous n'oublions rien ! Ni les idéaux et les rêves transmis par les communard-es, que nous continuerons à faire vivre. Ni la violence par laquelle s'est imposé le modèle politique autoritaire et répressif, qui n'a jamais fondamentalement pas changé.

Depuis l'Opéra de St-Étienne jusqu'à la salle de spectacle occupée du Fil (salle de concert des musiques actuelles rebaptisée Espace social Ambroise-Croizat), un long parcours

mémoire (très encadré par les descendants de Versaillais) a emprunté les rues au nom des insurgé-es des Communes, Jules Vallès, Eugène



Varlin, Félix Pyat, Benoît Malon, Elisée Reclus, Jean-Baptiste Clément souvent en dehors des grands axes du centre ville. Le cortège est passé par des dizaines de rues portant les noms de communard-es. Pour les acteurs des trois jours de la Commune stéphanoise, les rues Jacques Agier, Antoine Chastel, Jean Baptiste Tamet. Le scandaleux boulevard Thiers a été rebaptisé lors de notre passage « *Bd Louise-Michel* ». À

chaque fois un arrêt est marqué pour retracer l'histoire et l'engagement de ces communard-es, ou encore la mort du préfet de l'époque, descendu du train au matin de la Commune de Sainté.

Tout au long du parcours, chants révolutionnaires, slogans, sifflements des fumigènes avec le renfort de camarades de la Drôme et de l'Isère ainsi que de différentes chorales locales ! À l'arrivée devant le Fil, bel accueil des camarades du CIP 42 et la CGT précaires, et moment convivial avec tout-es les participant-es à cette journée de commémoration. On se retrouve bientôt dans la rue !

La Commune refleurira.

Vive les Communes, les Zad et les ronds points ●

CNT 42

Podcast de l'émission mensuelle des syndicats CNT de Sainté sur Radiodio, sur cette manif sur 1871 :

<https://archive.org/details/CoeurNoirTripalium/avril+2021+150+ans+commune.mp3>

- Sur l'actualité des 150 ans de la Commune :: <https://faisonsvivre lacommune.org/>

- Le blog de Michèle Audin : <https://macommunedeparis.com/>

29
MARS
1871

DÉCRET SUR

LES
REMISES DE LOUER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 41 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 41

COMMUNE DE PARIS

LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant que le travail, l'industrie et le commerce ont supporté toutes les charges de la guerre, qu'il est juste que la propriété fasse au pays sa part de sacrifices,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Remise générale est faite aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871.

Art. 2. Toutes les sommes payées par les locataires pendant ces neuf mois seront imputables sur les termes à venir.

Art. 3. Il est fait également remise des sommes dues pour les locations en garni.

Art. 4. Tous les baux sont résiliables à la volonté des locataires, pendant une durée de six mois, à partir du présent décret.

Art. 5. Tous congés donnés seront, sur la demande des locataires, prorogés de trois mois.

(Un décret spécial réglera la question des intérêts hypothécaires.)

Hôtel-de-Ville de Paris, le 29 mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Mars 1871.

OUF!
ON VA
PAS FINIR
À LA RUE



Biélorussie

Le camarade anarchiste et antifa Igor Bancner libéré

Le 28 mars dernier, après cinq mois de détention provisoire en Biélorussie, Igor Bancner a été libéré. Il avait été condamné à dix-huit mois de travaux forcés pour hooliganisme. Les faits qui lui sont reprochés : avoir dansé et montré son cul à un car de flics. Pour l'entourage de l'activiste, il s'agit surtout d'une répression liée à son engagement dans le mouvement de contestation de l'an dernier. Et Igor avait déjà été arrêté à plusieurs reprises pour son activisme.

Durant sa détention, il a subi de nombreuses formes de répression. Il a connu le « tourisme pénitentiaire », déplacé régulièrement de prison en prison. Il a été placé à l'isolement systématiquement sous prétexte de pandémie de covid. Par le simple fait qu'il ait essayé de faire valoir quelques droits basiques, il a été transféré de force en psychiatrie où il a refusé tout soin sans la sur-



veillance de son avocat.

Il a mené une grève de la faim durant le mois de mars, pour contester son enfermement et ses conditions d'incarcération. Grâce à sa détermination et à du soutien international, Igor Bancner a été libéré fin mars. Il reste cependant condamné à huit

mois de travaux forcés, qu'il doit encore effectuer. Il a fait appel de ce jugement.

Il reste encore plus de 300 prisonniers politiques en Biélorussie, dont des anarchistes et des antifascistes. Les témoignages de tortures, enlèvements, détentions arbitraires et secrètes sont nombreux. Nous encourageons toutes actions de solidarité et d'information sur la situation de ces prisonniers politiques. Sans soutien international, la dictature a les mains libres pour réprimer. La solidarité est notre arme. ●

GT Europe

Exemple de soutien : Le café Zapatista Baltica (adresse : Maskavas 28 Riga, Lettonie) à Riga en Lettonie, propose du café zapatiste, dont une partie du prix de vente va en soutien aux prisonniers politiques Biélorusses.

Sources d'infos :

- « Belarus: anarchist and antifascist Igor Bancner released from prison », <https://freedomnews.org.uk/>
- Site anarchiste Black cross belarus duquel vous pouvez écrire votre soutien aux prisonniers: <https://abc-belarus.org/?lang=en>

Grande Bretagne

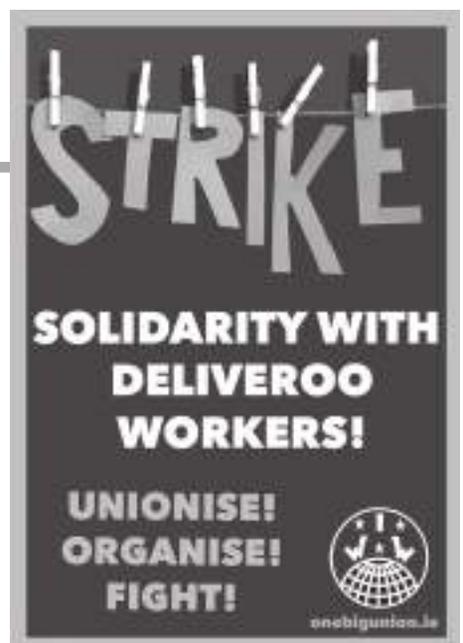
En grève contre Deliveroo

Le 6 avril, les livreurs à vélo Deliveroo de Grande-Bretagne se sont mis en grève pour protester contre leur conditions de travail et de rémunération. Durant cette pandémie de covid 19, les livreurs à vélo se sont retrouvés en première ligne, très sollicités, très exposés aussi. De nombreux livreurs ont été contaminés au travail, et les accidents de la route se sont aussi multipliés.

Les syndicats qui soutiennent ce mouvement de grève, l'IWGB (Independent workers Great Britain) et l'IWW (Industrial workers of the world) signalent que les livreurs sont payés moins de 2£ par heure, soit 2,30 euros.

En février, une décision de la cour suprême de Grande-Bretagne a considéré que les livreurs étaient des salarié-es de Deliveroo et non des auto-entrepreneur-euses. Selon une enquête menée par un bureau d'investigation journalistique en Grande-Bretagne, sur la base des factures de plus de 300 coursier-es, un-e livreur-euse sur trois gagnait moins que le salaire minimum national pour les plus de 25 ans.

Pour les grévistes, il est temps que les entreprises de livraison reconnaissent leurs droits de salarié-es à une protection sociale, à un salaire minimum, à une sécurité des conditions de travail et aux droits à s'organiser.



Ces entreprises sont des multinationales et les grévistes appellent à l'internationalisation du mouvement de grève pour accentuer la pression. ●

GT Europe

État Turc

Le sexisme comme arme électorale et diplomatique

Par pur calcul, Erdoğan dénonce un traité signé à Istanbul en 2011



En mars dernier, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a décidé de

retirer la Turquie de la Convention d'Istanbul, signée en 2011 avec l'Union Européenne. Ce traité oblige les États signataires à fixer des normes juridiquement contraignantes pour prévenir les violences sexistes, et contraint les gouvernements à adopter une législation réprimant les violences domestiques et autres abus du même ordre – comme le viol conjugal et la mutilation génitale féminine. Mais avec ce retrait, le président turc utilise la question des droits des femmes comme un levier politique.

Tout d'abord, c'est une question de politique intérieure. Le parti AKP au pouvoir (Adalet ve Kalkınma Partisi, « Parti de la justice et du développement ») cherche à se maintenir grâce à l'appui de la partie conservatrice de la société turque, notamment, les islamistes conservateurs. Ce parti prétend lutter pour préserver l'« unité familiale » face à une reconnaissance des droits des femmes ou

des identités de genre ou sexuelles, qui selon eux générerait forcément une augmentation des divorces, et serait en réalité une technique des mouvements LGBT (Lesbiennes, gay bi, trans) pour se faire accepter dans la société.

■ Draguer l'électeur masculin

Cela fait plusieurs années que l'AKP cherche à asseoir sa domination politique sur les questions de société. La question de la famille est donc un thème qui permet à Erdoğan de réaffirmer ses positions patriarcales, machistes et homophobes pour draguer l'électorat turc masculin et

religieux qui tremble de peur de perdre ses privilèges « traditionnels ».

Les féministes et les mouvements LGBT sont donc des cibles régulières des conservateurs islamistes de l'AKP et du gouvernement. Plus largement, ces questions sont utilisées pour cristalliser une opposition entre des valeurs supposées occidentales progressistes de libéralisation des mœurs et le maintien d'une culture turque traditionnelle et musulmane.

Pourtant, les questions des droits des femmes et des communautés LGBT sont des préoccupations des populations de l'État turc. En 2020 en Turquie, 300 féminicides ont été commis ainsi que de nombreux crimes homophobes, selon le groupe de défense des droits We Will Stop Femicide. Des milliers de manifestant·es ont réagi à ce retrait du traité d'Istanbul, par des protestations dans les rues de nombreuses grandes villes. Scandant des chants féministes, criant des slogans contre le machisme et portant des pancartes



Là où tu vis
la CNT lutte

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux

06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche-Comté

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21

6b rue Musette
21000 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX

06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats

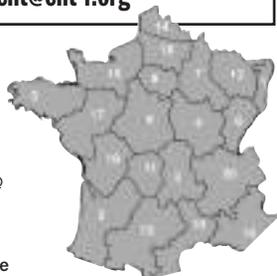
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org



10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Manche

Syndicat CNT Manche
cntmanche@cnt-f.org
[facebook.com/cnmanche](https://www.facebook.com/cnmanche)

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon

I N T E R



déclarant : « *Ce sont les femmes qui gagneront cette guerre* », des femmes et des hommes ont envahi les rues malgré la répression et la pandémie.

■ S'opposer à l'Europe

Sur le plan international, ce retrait du traité est un moyen pour Erdoğan d'affirmer son opposition de façade à l'UE. Cela fait plusieurs fois que le président turc cherche à se présenter comme un « résistant » face à la vision occidentale et européenne des questions de société. Sur la question des caricatures, il avait, notamment, publiquement insulté le président français. En l'occurrence, avec le traité d'Istanbul, le symbole est d'autant plus clair qu'il est clivant. Erdoğan sait que les questions des droits des femmes et des LGBT enflammeraient l'opinion publique internationale. Pour lui, c'était donc l'assurance d'être perçu comme l'opposant à la culture occidentale. D'autant que le traité porte le nom d'Istanbul, où il a été signé en 2011. Les femmes et les LGBT sont donc aussi les otages du positionnement international du parti conservateur islamiste de l'AKP.

Les populations de l'État turc

souffrent de cette main de fer de l'AKP sur la politique et la société. Les réactions internationales ont été nombreuses mais souvent seulement de façade. L'UE est le principal partenaire économique de la Turquie et pour rappel l'État turc est membre de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord, alliance militaire permanente et principale puissance de feu mondiale). Donc pour l'instant, de belles déclarations n'empêcheront pas Erdoğan de d'accentuer son emprise sur la société.

Les soutiens internationaux doivent être larges et populaires pour montrer que les peuples ne doivent pas rester les jouets des luttes de pouvoir nationales ou internationales. Les questions des droits et des vies des femmes, des communautés LGBT et des hommes dépassent les frontières et les petits calculs diplomatiques. Nous devons apporter notre soutien aux mouvements féministes et LGBT en activité dans l'État turc. La lutte contre le sexisme, le machisme, l'homophobie et les violences sexuelles est internationale, car une attaque contre l'une ou l'un d'entre nous est une attaque contre toutes et tous. ●

*La commission antisexiste de la CNT et le
GT Europe*

17 AVRIL - JOURNÉE INTERNATIONALE DES PRISONNIER-ES POLITIQUES



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET DE CLASSE AVEC LES PRISONNIER-ES POLITIQUES

Rassemblement

organisé par le STE 93 et le Secrétariat International de la CNT

Place de la Réunion (Paris 20^e) - 14h



Palestine - Corse - Euskal Herria - Sahara occidental - Kurdistan - Chili - Mapuche - Mexique - Mumia Abu Jamal - Leonard Peltier - Georges Ibrahim Abdallah - Antifascisme - Guerre sociale - Luttes féministes...

En hommage à Ghjuvanni (militant CNT-Education 93 / Associu Sulidarità / CSPB) qui nous a quitté...



Martinique

État, Békés :
les poisons antillais

Racisme partout, justice nulle part. Chlordécone, séquelles de l'esclavage, accès à la santé, la colère monte.

12

février 2021 : la boutique de la distillerie JM, au nord de l'île, est saccagée : on compte plusieurs bouteilles

de rhum cassées... Les quatre dangereux « terroristes » sont arrêtés et mis en garde à vue.

La stagiaire mandatée pour couvrir l'événement pour francetvinfo expédie en une ligne la raison de cet acte de « vandalisme », ce qui a pour effet de le donner à lire comme un enfantillage absurde : « *Les activistes accusaient la marque de faire l'apologie de l'esclavage à travers leur logo représentant "le pavillon esclavagiste" aux quatre serpents et des "scènes esclavagistes" sur l'étiquette des bouteilles de rhum* ». L'enquête ne va guère plus loin. Pas jusqu'à l'histoire de la distillerie (fondée en 1790, acquise en 1845 par la famille Crassous de Médeuil). Ni jusqu'à son rôle dans le vaste empire de la famille Bernard Hayot, qui l'a rachetée en 2002, comme la quasi-totalité des entreprises des Antilles françaises. Cette famille de békés détient avec une poignée d'autres (Yann Monplaisir, Alain Huyghes-Despointes) la presque totalité des enseignes de grande distribution, les pompes à essence, et autres secteurs clés de l'économie : un monopole de fait, qui rend difficile toute négociation des travailleur-ses, comme l'a montré l'échec des mobilisations, notamment celle menée par le LKP en Guadeloupe, en 2009, où la situation est la même, et le groupe Bernard Hayot tout aussi puissant.

Six semaines plus tard, les quatre militants sont condamnés à des peines de prison de 4 à 14 mois de prison avec sursis. Émeute à Fort de France à l'annonce du jugement.

Une voiture de journalistes incendiée. Celle de francetvinfo, justement...

■ Carnaval, changement de régime

Le 12 février, on était aussi à l'apogée du carnaval. Malgré les mises en garde et diverses interdictions de la préfecture, certaines villes accueillent plus de mille personnes pour défiler et célébrer les derniers jours gras avant le carême, et surtout faire vivre une tradition que les mesures sanitaires ne contrôleront pas. Après avoir accueilli des milliers de touristes dans les Antilles pendant des mois, quel sens avait l'interdiction d'une tradition qui n'a rien de « folklorique », mais fait entendre chaque année l'inversion des rôles et la volonté de renversement des choses ?

Le « folklorique », le symbolique, a pris une puissance nouvelle tout de même l'année dernière, quand des Martiniquais-es ont commencé à déboulonner les statues des esclavagistes érigées en symbole de paix et de respect des droits humains : le 22 mai, jour de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en Martinique, la statue de Victor Schoelcher en a pris pour son grade, les militants rappelant que ce n'était pas leur « sauveur » et que cette figure servait à cacher les innombrables révoltes des esclaves eux-mêmes. Puis Joséphine de Beauharnais, Pernambuc ont suivi, au grand dam des « héritiers » qui nous gouvernent et donnent donc des leçons de mémoire nationale aux dominé-es. L'été a marqué une nouvelle étape dans la revendication d'une mémoire de



l'esclavage écrite par ses victimes et leurs descendants.

■ Prends donc ce symbole dans la gueule

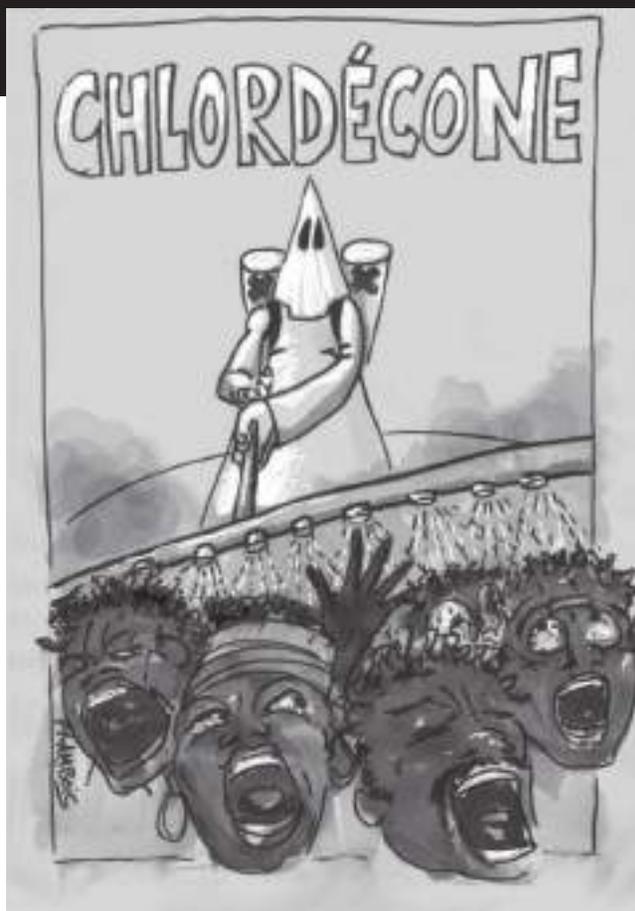
En juillet 2020, pendant que les uns déploraient l'assassinat symbolique des gentils blancs du passé, d'autres se faisaient casser la figure un peu moins symboliquement par la gendarmerie, alors qu'ils manifestaient contre une réalité tout aussi peu métaphorique : l'empoisonnement de l'eau et des terres, dans toutes les Antilles, par le chlordécone. Au cours d'une manifestation pour exiger son interdiction, et surtout l'aveu de sa dangerosité, Kéziah Nuissier est interpellé. Alors qu'il jouait du tambour, il est accusé d'avoir frappé un policier, et attend son procès depuis près d'un an, car ce procès est toujours reporté. Victime d'actes de violence policière, il se retrouve en situation d'accusation, à l'image de nombreux autres militants.

■ Retour à l'ancien régime (de bananes)

La question du chlordécone, qui a massivement enrichi les Hayot et consors (ils détiennent bien entendu les exploitations agricoles fructueuses, c'est-à-dire la canne et la banane, où le chlordécone a sévi pendant des décennies), est une question transversale. À l'occasion du procès des quatre militants de JM (souvenez-vous, ils attaquaient de ridicules

symboles, un dessin sur une étiquette), Garcin Malsa, président du MIR (Mouvement international pour les réparations) évoque « *la colère de tout un peuple* » qui se soulève pour dire « *non à l'impunité* » et « *dénoncer deux crimes* » : l'empoisonnement au chlordécone et l'apologie des crimes contre l'humanité. Cette déclaration montre à quel point la question imprègne littéralement toutes les luttes politiques, économiques et sociales dans l'île, comme en Guadeloupe du reste : qu'on ne parle pas de « *gestes barrière* » pour le carnaval et d'« *irresponsabilité* » face aux enjeux de santé publique pour les gens qui ont défilé, alors que des milliers de personnes sont victimes de l'empoisonnement de leur terre par une poignée de capitalistes issus des maîtres esclavagistes. La majorité des bananeraies appartient au groupe Bernard Hayot, et c'est le lobbying de ce groupe agro-industriel et politique qui a permis l'usage du pesticide et les dérogations dans les années 1990. Or dans des colonies françaises qui importent si peu, mais que l'État garde pour des intérêts essentiellement stratégiques, la banane reste le « *fleuron* » agricole qui permet à l'économie de subsister - pour une poignée de békés.

Le Comité 13 janvier soutient Keziah Nuissier, et tous les activistes confrontés aux violences policières d'un système qui semble, de fait, reposer sur un racisme systémique. En effet, il n'y aurait sans doute pas de manifestation et donc de violence policière, si le problème était réglé en amont : des milliers de Martiniquais-es et de Guadeloupéen-nes se battent actuellement pour obtenir la reconnaissance par l'État du crime environnemental et sanitaire : utilisé de 1972 à 1993 alors que des études avaient prouvé sa toxicité dès 1960, le pesticide a contaminé les corps de tous les habitant-es des deux pays. Perturbateur endocri-



nien, il continue de provoquer des troubles neurologiques graves, des cancers et autres maladies mortelles. Le plan gouvernemental Chlordécone IV, obtenu après des années de mobilisation pour faire reconnaître la gravité des impacts sanitaires et leur prise en charge, a été finalement voté le 24 février 2021.

■ Une médecine de guerre permanente

À travers la bataille autour des impacts du chlordécone, d'autres enjeux apparaissent : c'est aussi une lutte contre le capitalisme et ses fondements coloniaux et esclavagistes qui se joue dans un contexte rendu explosif par la crise pandémique. En effet, les mesures sanitaires ont profondément affecté l'économie des habitants, dont beaucoup subsistent par des jobs souvent liés au tourisme. En perdant ces sources de revenus, beaucoup d'Antillais-es se sont encore précarisé-es, tout en faisant face à une épidémie que les hôpitaux publics ne permettaient guère d'affronter avec sérénité. L'hôpital de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, en large partie détruit par un incendie fin 2017 n'a toujours pas été entièrement reconstruit. On y pratique depuis des années ce que les soignant-es iels-mêmes ont qualifié de « *médecine de guerre* » tant les condi-

tions de travail des un-es, d'hospitalisation des autres, étaient précaires. Dans les Antilles françaises, beaucoup d'habitant-es sont fragilisé-es par un état de santé déjà dégradé. Par le diabète en particulier, que les industriels mettront sur le compte de la génétique, alors que les produits importés sont en grande partie responsables de cette santé sacrifiée : selon Médiapart, « *il a fallu*

une loi en 2013 pour réduire la quantité de sucre contenue dans les produits vendus dans les départements d'outre mer, celle-ci pouvait aller jusqu'à 30 à 40% de plus dans certains yaourts ». Autant dire que la crise sanitaire et économique rend la situation particulièrement difficile à supporter.

■ Les racines coloniales du capitalisme

Ce qui se passe en Martinique, dont on voit combien plusieurs enjeux convergent en ce moment (revendication d'une mémoire non-coloniale, remise en cause du colonialisme, exigence de prise en charge de la santé publique, remise en cause du système économique et de son héritage), laisse présager que des événements plus graves sont à venir que l'intrusion de quelques militants qualifiés de « *vandales* », réclamant un changement des étiquettes de bouteilles de rhum. La charge symbolique de cette action mérite en effet que l'on établisse quelques liens pour signifier pleinement la violence que subit une population rendue malade par l'État, et plus révoltée que jamais contre la république bananière qui continue à l'exploiter. ●

Claire, STE 93

T'as ta carte ?

Le grand père, Yayo, a raconté à son petit fils son histoire de cénétiste espagnol.

L'histoire du mouvement social et révolutionnaire espagnol, nombre de penseurs, chercheur·euses, historien·nes l'ont relatée, commentée. Polémiques, analyses diverses. Des noms sont restés célèbres. À partir de sa carte d'adhérent et de bribes de parcours, nous voulons transmettre le témoignage d'un inconnu de l'Histoire qui, à travers ses souvenirs, nous laisse quelques moments particuliers, d'un de ceux ou celles qui firent notre CNT de là-bas ou d'ici.

Cette mémoire des anonymes a pour unique prétention de souligner que ce qui est parvenu jusqu'à nous est d'abord l'œuvre de tous ces engagements individuels, dont la réalité et la force furent de rejoindre le collectif.

«**J**e m'appelle Manuel Domech y Rafalez, je suis né le 12 septembre 1920 à Nonaspe, province de Saragosse. Mes parents étaient agriculteurs, petits propriétaires, genre koulak, de quelques hectares autour du village, des amandiers, de la vigne, des oliviers, un troupeau de brebis.

J'étais le dernier-né d'une famille de trois enfants, issu du remariage de mon père veuf, qui était déjà père de mon demi-frère aîné Paulino et ma demi-sœur Raimunda qui avaient respectivement 12 et 6 ans à ma naissance. Mon père est décédé quand j'avais deux ans. Ma mère nous élevait comme elle pouvait. Elle avait l'usufruit des terres familiales qu'elle donnait à travailler en fermage à un beau-frère qui en a bien profité et ne lui donnait que la moitié des revenus agricoles. Ma mère était complètement désarmée, à l'époque une veuve n'avait pratiquement aucun droit (et dans le milieu agricole qui connaissait ses droits ?).

Elle a tout laissé couler et est partie travailler chez Artemio, un gros propriétaire agricole. Elle a fait les vendanges pendant dix ans, jusqu'à la guerre civile en 1936.

Je commençais alors à travailler les terres que ma mère a enfin pu récupérer de son beau-frère. Je n'étais pas un fana de la terre mais il n'y avait rien d'autre pour moi. Aucune perspective d'avenir à Nonaspe, l'un des villages les plus pauvres de la province de Saragosse. Faire des études n'était pas dans l'air du temps, ou tout du moins réservé à une élite (qui n'était pas la mienne).

Quand la guerre éclate en juillet 1936, j'ai 15 ans. Mon demi-frère s'engage à 20 ans. Il était secrétaire de la CNT. Ma sœur reste à Barcelone. Nous étions volontaires à la collectivisation de nos terres, par idéal. Ce qui dura jusqu'en juin 1938 quand les fascistes envahirent le village. Ma mère reste dans la maison, moi je m'enfuis à pied et j'attrape un train de réfugiés jusqu'à Barcelone, d'où je pars à Gava où résident des gens du village. Je redescends à Barcelone m'engager (début mai) auprès du Bataillon des réfugiés aragonais formé par le comité régional de la CNT, commandé par un dénommé Ramirez et par Batista et basé dans un cinéma des quartiers chics. Les gens dormaient sur place en attendant le départ pour le front. Il y avait tous les âges... Cette aventure a duré trois semaines.

En mai 1938, tout le bataillon part au front de Catalogne, à côté d'Organa, prend le nom de Bataillon de mitrailleuses C, du 10^e corps d'armée, basé à La Seo de Urgell, rattaché à la colonne Durruti (qui lui a déjà été assassiné par les communistes) et spécialisé dans l'espionnage et le sabotage chez l'ennemi, de nuit.



Le 9 février 1939, je passe la frontière à Aja Osseja, à côté de Puigcerda. Un kilomètre plus loin, je suis délesté de mon fusil Mauser tchèque par les gendarmes français.

Internés à Aja Osseja dans un pré au milieu de branchages, serrés les uns contre les autres, une couverture pour deux, procurée par l'armée républicaine donc de mauvaise qualité... Le frichti est innommable mais on était bien contents d'avoir échappé à la guerre et à la misère, malgré l'échec et la fin de nos illusions.

On nous transfère à la grande briqueterie de Mazères dans l'Ariège. Enfin un toit sur la tête bien qu'entassés comme des sardines pendant plus ou moins un mois, jusqu'au transfert à Vernet-sur-Ariège dans un camp de baraques en dur datant de 14/18 où étaient internés les prisonniers allemands. Le matin on ne faisait rien. L'après-midi on ne faisait rien.

Je voyais les réfugiés de religion juive, de toute condition, spectacle qui révoltait le cœur, qui passaient leur journée à se lamenter.

Quand c'était le jour de notre baraque, on vidangeait les excréments dans l'Ariège.

On levait les couleurs, on jouait au football, on faisait de la course à pied. On fabriquait toutes sortes de choses en os, des bagues (non bouillies), des dominos... Une fois, pen-

"La emancipación de los Trabajadores ha de ser obra de los Trabajadores mismos"

El militante tiene derecho a opinar y defender su tesis, pero viene obligado a aceptar las decisiones mayoritarias, aunque sean contrarias a su sentir.

Rechazamos el autoritarismo individual, pero aceptamos y hay que cumplir, el mandato colectivo y mayoritario. Sin ese reconocimiento no hay organización.

La característica fundamental del federalismo orgánico, es el derecho de cada uno de los militantes y desistiendo irrevocablemente del cargo que ocupa, si no estuvo a la altura de las circunstancias, a volver al mandato que le dio, pero perdiendo y perdiendo.

Dejamos, (en margen de confianza para actuar. Siempre antes al proceso de elegir del lugar que ocupa a quien no sirve.

El camino al pueblo, en sentido más amplio, y cumplir con el deber que nos obliga, es destruir la Organización.

La gestión de la compañía se discute libremente y se decide en el lugar. Como se puede ver.

Este carnet es el equivalente a la tarjeta de la personalidad socialista.

Ningún carnet tiene, es no vale por sí mismo, y no sirve para defender el carnet, sino para defender al movimiento y al pueblo.

Movimiento Libertario Español en Francia

REGISTRO NACIONAL

Nº 30474

CARNET

NOMBRE

Manuel

APELLIDOS

Domenech

C. N. T.

Registro Regional :

Nº *474*
ESPAÑA EN FRANCIA
 Firma del Socio



Localidad *Plougasnou Finisterre*

Fecha de ingreso *1-10-44*

Registro Comarcal nº 55



Comite Nacional

Comite Regional

MOVIMIENTO LIBERTARIO ESPAÑOL EN FRANCIA C. N. T.





dant 20/25 jours il n'y avait que du riz blanc. Le dimanche de la viande mais après que le cuisinier et ses copains se soient servis.

Après 2/3 mois de cette désolation nous apprenons que la Deuxième Guerre mondiale éclate. On nous transfère par train à Septfonds près de Montauban où on reste deux mois.

Le patronat français qui n'avait plus de main d'œuvre vient faire ses courses...

La société Delest de Marcheprime dans les Landes nous recrute (une dizaine) pour couper du bois à côté de Sainte-Hélène, village en Gironde, puis on nous transfère à Mimizan et ensuite au Porge. On y arrive le samedi. La mairie étant fermée on n'a pas pu signaler notre arrivée aux gendarmes. On part au bal où deux gendarmes nous demandent nos papiers, mais comme il n'y avait pas eu signal de notre transfert de Mimizan au Porge, les gendarmes rédigent un rapport. Un mois plus tard, nous voilà convoqués au tribunal de Castelnau mais comme celui-ci était fermé, direction Bordeaux. Là on nous juge. Condamnés à un mois de prison et 120 F d'amende pour documents d'identité non conformes. Au fort du Hâ, je reste un mois en cellule avec promenade le matin et nourriture abominable.

Là-dessus, les Allemands envahissent la France en 1940. Je suis libéré après avoir fait un mois de prison et je pars de la Gironde pour ne pas payer l'amende...

Je retourne à Mimizan où il y avait du travail pour monter des baraques en bois. J'y reste très peu car il n'y avait rien à manger. Je pars pour Le Neubourg près de Dreux, où les

Allemands construisent un terrain d'atterrissage pour avion. J'y fais du terrassement pendant plusieurs semaines. Un compatriote nous dit que dans le Nord il y a un chantier. Nous partons à côté d'Arras et restons deux mois comme bûcherons pour du bois de mine. Il n'y avait pas beaucoup à manger. On part à Paris chercher une embauche. On descend dans un hôtel près de la Bastille. Au bureau de recrutement, on nous dit que nous trouverions du travail en Bretagne.

On me dirige vers Plougasnou (Finistère) où les Allemands construisent le mur de l'Atlantique. Je suis embauché immédiatement, on me paye le billet de train. Je pars de Montparnasse avec Blanco, un copain de Maella, village à côté de Nonaspe. Arrivés à Morlaix, on prend le car jusqu'à Plougasnou et ensuite Trégastel, où je commence à travailler comme manoeuvre sous la férule de l'organisation Todt. Les usines de fabrication de ciment étaient réquisitionnées par les Allemands. J'y travaille deux ans.

Le dimanche on fréquentait le peu de bal qu'il y avait, tous clandestins, organisés par les fermiers ou leurs enfants. Lors d'un bal, je danse avec une jeune fille, je sympathise, on se revoit ce qui était somme toute facile dans un si petit village pendant à peu près deux ans. Nous devenons amants. Suzanne Spagnol était la fille d'une bouchère du village.

En juin 44 les Américains débarquent en Normandie. En février 1945 nous concevons notre fille.

Un mois avant la libération de Morlaix, nous décidons d'entrer au maquis à Plougouven, à huit ou dix, dont deux espagnols, Blanco et moi. Les Anglais parachutent à

Plougouven des armes. On les réceptionne, on les distribue au commandant de la résistance locale. J'avais eu comme mission de descendre un occupant, je l'ai attendu mais il n'est jamais venu.

Les Américains arrivent à Morlaix enfin. Le maquis est dissous, certains Français rejoignent l'armée régulière et moi je travaille au port de Morlaix comme docker, car à Brest le port était détruit, les gros bateaux ne pouvaient accoster et allaient vers la rade de Morlaix. Je décharge du charbon et autres denrées sur les Liberty ships.

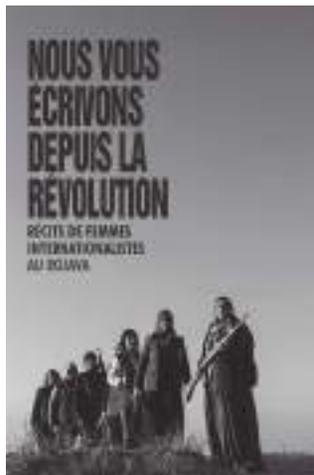
Pendant ce temps-là, Suzanne prenait du ventre... Devant un tel scandale nous nous marions le 2 octobre 1945. Le 26 novembre naît notre fille Estelle.

Elle reste un an chez sa grand-mère à Plougasnou. Plus de travail à Morlaix, je pars en Normandie à Lisieux. Le chemin de fer étant détruit, la société « *Les Travaux du Sud-Ouest* » engage des hommes. N'étant pas doués pour le commerce de la boucherie, mon épouse et moi-même partons à Paris où des relations nous ont permis de trouver un hôtel et du travail chez Auto Coussins Dura.

J'ai continué à me syndiquer à la CNT jusqu'en 1952 et j'ai toujours tenu près de moi ma carte syndicale qui m'a toujours tenu à cœur. »

Aujourd'hui je suis décédé, je voulais me faire enterrer avec le drapeau de la CNT et que soit passé lors de mon enterrement « a las barricadas » et une jota. Mon petit-fils prend le flambeau de la cause en laquelle j'ai toujours cru et il a ma carte de la CNT posée fièrement sur son bureau. ●

Propos recueillis par David / Rhino



Nous vous écrivons depuis la révolution

collectif, ed. Syllepse, 192 p, 12€.

Dans les réunions organisées par la communauté kurde en France, la minute de silence pour les martyr-es peut paraître un peu pesante, protocolaire, quasi culturelle. On comprend mieux à la lecture de ces récits pluriels de femmes internationalistes au Rojava ce que représentent ces mort-es au

Femmes au milieu des flammes

combat pour la culture commune. « *Les martyr-es ne meurent jamais.* » Les regards de ces Européennes confrontées à une lutte enracinée, dévoilent comme l'incroyable détermination collective échappe à l'abatement, la tristesse mais aussi la haine. « *Nous détestons la guerre, nous détestons les armes* » disent les kurdes pour qui la lutte armée n'est pas une fin en soi. Lors de la formation à creuser des tranchées elles disent : « *Nous défendons la terre et la terre nous défend.* » On sent plus que la bonne formule. Comme pour les Zapatistes au Chiapas, il y a ici des modes de penser la lutte et la vie comme un tout, qu'on ne peut voir avec nos lunettes ethnocentrées. Les internationalistes sont averties de ne pas prétendre devenir kurde en quelques mois, ni de venir « aider »

et d'éviter ce type de jugement que les kurdes nomment « *orientaliste* » voire idéologiquement colonialiste, qui replace ses propres schémas à tout bout de champ. Comme le film réducteur de Caroline Fourest, *Soeurs d'Armes*, sorti en 2019, âprement critiqué par les Kurdes, « *point de vue d'Européenne sur notre combat, ou les personnages principaux et les actrices sont européennes* ».

En tant qu'homme, occidental, on se sent presque intrus dans ces confidences, mais on est là pour apprendre de ces témoignages, interviews, conversations retranscrites. Qui redisent notamment que la résistance, c'est la vie : « *Berxwedan jiyan e !* », et que ce n'est pas qu'un slogan. ●

Nico, interco Nantes

« Il reste une parcelle de bonheur en nous »

Depuis la prison d'Amed (Diyarbakir en turc), se dessine l'histoire kurde à partir du XXe siècle, massacres, arrestations, assassinats, interdiction de la langue, humiliations, deshumanisation délibérée. L'autrice a été entaillée pour un dessin de la ville de Nusaybin détruite par l'armée turque, croquis assimilé à de la propagande terroriste... Il suffit de peu pour aller en taule, et y retourner. Parler kurde est aussi qualifié d'acte terroriste. Dans les geôles, Zehra Doğan rejoint d'autres femmes dont Sozdar, commandante de guérilla, 22 ans à l'ombre, condamnée à perpète. La vie en taule mêle le mépris constant des matons et une résis-

tance qui relie les prisonnières : discussions de formation politique et activités aux airs d'autogestion en huis clos, ménage, vaisselle, repas partagés, comme le soin aux enfants dont huit cents sont incarcérés avec leurs mères. Exfiltrées peu à peu de la prison, les images sur fond kraft sont assorties d'un texte copieux, manuscrit. Entre reportage en images et rappels d'une mémoire épaisse d'insoumission à l'écrasement, le dessin plein de naïveté, maladroit, spontané, griffonne des blindés massifs et les murs tout en déchirures. Leur culture commune de lutte passe par la prison, une inexpugnable détermination à ne jamais plier. Et les grèves de la faim, à certains moment dési-



Prison n°5

Zehra Doğan, ed. Delcourt.

gnées comme *jeûnes de la mort*, font écho à d'autres farouches énergies, comme celle des prisonniers irlandais des années 1980, Bobby Sands et ses compagnons, prêts à mettre leur vie en jeu pour défendre leur droits jusqu'à en mourir. ●



CULTURE



Animal on est mal



Cause animale, luttes sociales, anthologie, Le passager clandestin, 240 p., 18 euros.

Cette anthologie de textes de 1850 à 1920 (du camp socialiste) souligne le lien entre cause animale, capitalisme et autoritarisme, et pensée libertaire contre toutes les dominations. Le féminisme du XXe y a associé un adversaire commun, le patriarcat. « *Les hommes, en tant que groupe social dominant, ont fait des femmes et des bêtes leurs propriété juridiques et morales* » notent Roméo Bandon et Elias Boisjean dans la préface. Les femmes se retrouvent animalisées pour asseoir la domination masculine. La bestialisation de l'autre, esclave, ennemi, indigène, a aussi beaucoup servi contre les colonisés, rappelle Frantz Fanon. Reste que le sujet des analogies est sen-

sible. Évoquer les similitudes entre l'organisation industrielle des abattoirs et les camps d'extermination nazis soulève des tollés, dénonçant l'instrumentalisation de la mémoire, la banalisation de la Shoah. Le spécisme, qui suppose la dépréciation permanente des non humains, resurgit vite quand on s'indigne de comparer des humain-es aux animaux.

Le véganisme est copieusement moqué, disqualifié ou farouchement combattu : totalitarisme dangereux, lubie de bobo, voire d'idiot-es utiles de la future techno-industrie de la viande cellulaire... Et même ennemi intérieur depuis la création fin 2019 de la cellule Demeter pour repérer et réprimer les militant-es anti chasse et antispecistes.

« *À la fin du XXe siècles, des femmes opposées à la vivisection, soit la dissection d'animaux vivants à des fins scientifiques sont pathologisées* », comme Marie Huot traitée de « folle » quand cette poétesse libertaire, co fondatrice avec deux Victor, Hugo et Schœlcher, d'une ligue anti-vivisection, venait de perturber un éminent professeur charcutant sans anesthésie un singe.

Louise Michel fait le parallèle entre exploitations humaine et animale. « *Et plus l'homme est féroce envers la bête, plus il est rampant devant les hommes qui le dominant* », écrit elle dans ses Mémoires, défendant « *une pensée de l'émancipation intégrale, autrement dit articulée : les tra-*

vailleurs et travailleuses, les femmes, les colonisé-es et les animaux ne sauraient être exploité-es, dominé-es et massacré-es » note de la préface. Le XIXe ne connaît pas encore les impacts écologiques de l'élevage mais déjà, le bien être des animaux, qui pourraient avoir des droits, dénie au spécisme sa prétendue évidence culturelle ancestrale. Le géographe libertaire Elisée Reclus saluait les animaux d'une « *affection de solidarité socialiste* » quand un autre anarchiste, Georges Butaud, qualifie la chasse de « *vil plaisir de tuer* ». Les anarchistes individualistes fondent des communautés végétaliennes où le régime alimentaire entend s'articuler à la lutte anticapitaliste.

Aujourd'hui, se centrer sur son assiette peut passer pour une forme de consumérisme dépolitisé. Chrétien ou bouffeur de curés aux origines, partisan de pratiques individuelles ou défendant l'action collective à visée universelle, le mouvement animaliste développe des veines politiquement disparates, réformistes ou plus radicales, légalistes ou pas, parfois complaisantes avec les parainages financiers capitalistes. L'antispecisme refuse la domination utilitariste des êtres non-humains, les animalistes revendiquent des droits sociaux pour les animaux. Restent les pionnier-es, parmi lesquelles des libertaires.●

Nico, interco Nantes

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

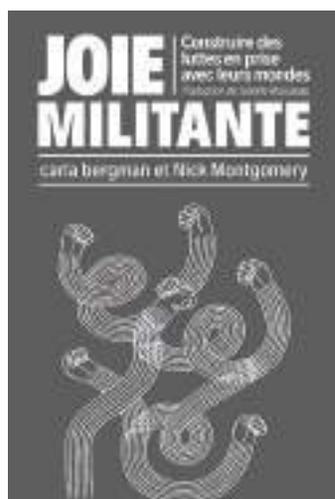
Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT GRATUIT



Y'a d'la joie



Joie militante. Construire des luttes en prise avec leurs mondes, éd. du commun, 268p. 16€.

Militer, c'est pas toujours l'euphorie dans l'extase. L'engagement peut se voir soumis à des impératifs proches du sacrifice, des devoirs générant de la culpabilité, des suspicions, de la méfiance. Le souci de pureté idéologique, les normes de pensée, l'activisme forcené teinté de perfectionnisme, le diktat de l'efficacité mènent à des ambiances étouffantes voire nocives. On l'a expérimenté, peut-être produit, même involontairement. Contre le radicalisme rigide qui assène des certitudes -la bonne pensée, la bonne manière de lutter, l'analyse tactique unique-, il y aurait des pratiques, plus humbles, fragiles, souples. Le terme de « joie » paraît piégé par de vieilles connotations catho, mais bon, faute de mieux... Ce souci d'enthousiasme



partagé se traduirait donc en amitié, en respect (qui n'est pas la tolérance) en confiance, à bâtir au sein de petits groupes qui ont appris à se connaître. On entendra des objections, le danger de constitution de « groupes affinitaires », régulièrement réputés suspects.

Confiance, place aux émotions, soutiens mutuels : ces notions communes étant mouvantes, les deux auteur·ices appellent à une vigilance pour construire, maintenir voire réparer cette confiance, qui ne soit ni une norme ni un acquis immuable, ni une injonction, mais une qualité de relation qui donne plus de force au collectif. Se pose l'éternelle question de la place occupée par les « *allié·es* », vis-à-vis des luttes des femmes, des racisé·es, des colonisé·es, avec les équilibres à construire, à réinstaurer sans arrêt. Ce qui suppose de ne pas se croire par compassion à égalité d'oppression, de patrimoine, d'expériences ou d'intérêts.

En Amérique du Nord, où écolos, anars et autochtones ont fait causes communes contre des grands projets de pipe-lines ou d'extraction de gaz de schiste, le radicalisme rigide est considéré comme « *euro colonial* » par les peuples premiers, les composantes blanches portant héritage des modes de pensée et d'action encore imprégnés des modèles à combattre, hétéropatriarcat,

compétition, performance. C'est dans ces mouvements indigènes, mais aussi dans les luttes pour une justice transformatrice alternative à la filière police-tribunal-prison, dans l'afrofémisme, le mouvement queer, les Mères de Mai argentines, ou le militantisme d'Act Up que le livre cherche de quoi fonder des confiances, généreuses comme l'hospitalité. Tout ça peut paraître un peu naïf, velléitaire, secondaire, illusoire mais qu'on le veuille ou non, cette question (rien à voir avec le fait passer du bon temps ensemble) porte le remède contre le découragement, et garde donc l'espoir maintenu de renverser le monde toxique.

La confiance suppose des consentements mutuels, mais aussi des résistances, comme une question ouverte en permanence, assumant erreurs et vulnérabilités. Les auteur·ices et les gens interrogés pour cette enquête voient les luttes comme des expérimentations constantes, et non pas des schémas directeurs préétablis appuyés sur une pensée ronde, bien fermée. Ce bouquin pressent qu'il faut mieux souligner les potentiels que les limites. Reste la vraie vie où inventer la capacité d'accueillir et à composer avec les autres militant·es, à déjouer les poisons des oppressions. En posant plus de questions que de conclusion affirmées. ●

Nico, interco Nantes

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur·euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un·es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



AQUÍ EL PUEBLO MANDA. Y EL GOBIERNO OBEDECE

ZAPATISTAS



DIGNIDAD

TIERRA

LIBERTAD

EJÉRCITO ZAPATISTA



DE LIBERACIÓN NACIONAL